

Combattre la pénurie d'enseignants

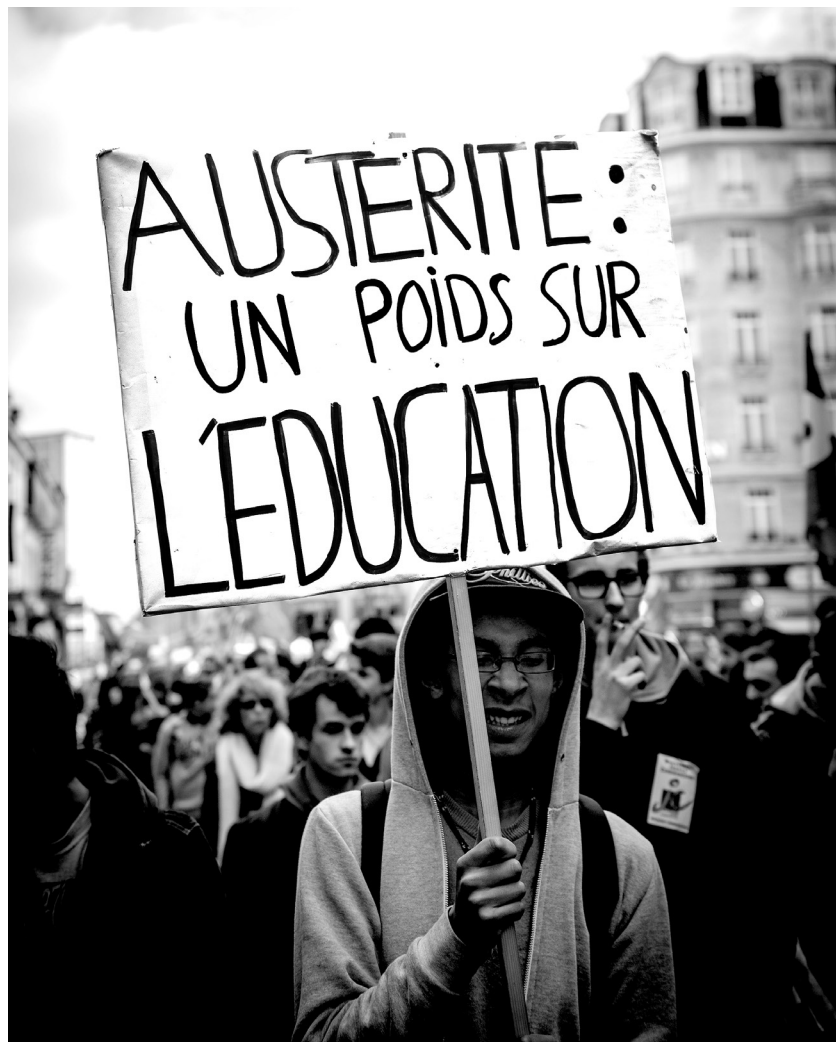
VAUD – Le SSP – Enseignement a interpellé la cheffe du département de la jeunesse, de la formation et de la culture (DJFC) sur les questions de pénurie dans l'enseignement. Rencontre agendée.

Les professions enseignantes nécessitent une formation solide. Or le canton de Vaud, comme d'autres, pallie des pénuries sectorielles par l'engagement de personnel non qualifié depuis plus d'une décennie. Mais les employeurs doivent assumer leurs responsabilités en mettant tout en œuvre pour résoudre ce problème, sans cependant profiter de la situation en engageant du personnel non qualifié qui se retrouvera alors dans une situation précaire.

Une pratique inacceptable

Les informations relayées dans la presse ces dernières semaines ont démontré une pratique que le SSP ne peut accepter: l'engagement de personnes ayant connu un double échec à la Haute école pédagogique (HEP) par des établissements de la scolarité obligatoire. A nouveau, une pratique peu rigoureuse dans les engagements fait entrer dans le corps enseignant de nouveaux collègues qui vont connaître la précarité et des salaires au rabais sans aucune perspective de stabilisation, puisque l'accès au CDI leur est bloqué. Le SSP demande que cette pratique soit interrompue dès que possible.

Cet énième épisode problématique autour des engagements d'enseignants sans titre rappelle combien la pénurie d'enseignants formés reste vive dans notre canton. Notre syndicat estime que des mesures relativement simples pourraient être prises sans délai pour apporter une réponse à



Le durcissement des conditions de travail contribue à un taux relativement faible d'enseignants à temps plein. ERIC ROSET

cette situation, ou au moins y contribuer de manière significative.

Répartir le temps de travail

Le récent rapport de la commission de gestion du Grand Conseil met en lumière le fait que seuls 35% des enseignants dépendant de la direction générale de l'enseignement obligatoire (DGEO) travaillent à temps plein. Trop souvent, le SSP est interpellé par des membres qui souhaiteraient augmenter leur taux de travail et qui se voient opposer un refus par leur direction d'établissement. Alors que la pénurie dure depuis trop longtemps, il apparaît invraisemblable que de telles demandes soient refusées. Le SSP demande qu'une procédure interne transparente soit mise sur pied afin que les postes disponibles dans une région scolaire donnée soient communiqués en avance aux enseignants à temps partiel de la région et que ceux-ci soient prioritaires pour les repourvoir. Nous considérons qu'il est aberrant que de nombreux enseignants formés se voient refuser une augmentation de leur taux d'engagement alors que, dans le même temps, des personnes non formées sont engagées.

Par ailleurs, le SSP demande l'ouverture de négociations sur l'engagement d'enseignants formés. Dans ce cadre, il développera les revendications suivantes:

- > La création d'un outil statistique permettant de connaître l'état de la situation et les besoins à moyen terme, comme demandé à plusieurs reprises ces dernières années.

> La réalisation d'une enquête permettant de connaître les raisons qui expliquent la faible proportion d'enseignants exerçant à plein temps.

> La mise sur pied d'un mécanisme interne et transparent permettant à chaque enseignant qui le souhaiterait d'augmenter son taux d'emploi en période de pénurie.

> Le développement d'un programme d'encouragement au retour à l'emploi des personnes qui ont cessé leur activité.

> Le développement d'une formation de niveau secondaire I pour les titulaires d'un diplôme d'enseignement généraliste.

> L'alignement des conditions d'accès à la formation romande pour les branches artisanales (activités manuelles, textiles et économie familiale) fixées par le DJFC pour les candidats vaudois sur celles des autres cantons romands, c'est-à-dire la prise en compte des formations professionnelles de type CFC et des Bachelors techniques.

Enfin, le SSP rappelle qu'une partie du phénomène de pénurie s'explique par un durcissement des conditions de travail qui contribue à un taux relativement faible d'enseignants exerçant à temps plein. Sur ce point aussi des mesures devront être prises.

Une première rencontre avec la DGEO a été agendée le 8 juin prochain.

JULIEN EGGENBERGER
PRÉSIDENT COMITÉ ENSEIGNEMENT SSP – RÉGION VAUD

Du nouveau au secrétariat SSP à Genève

Filippa Chinarro et Jamshid Pournpir viennent renforcer l'équipe des secrétaires syndicaux du SSP.

«Lier conditions de travail et prestations sociales»

Filippa Chinarro, secrétaire syndicale SSP depuis le 1^{er} mars de cette année.

«J'e m'appelle Filipa Chinarro et j'ai le plaisir d'avoir intégré l'équipe syndicale du SSP depuis le 1^{er} mars 2015.

Née le 6 octobre 1979 à Covilhã, au Portugal, je suis arrivée en Suisse à l'âge de 6 ans. D'abord à Champéry, en tant que première étrangère à fréquenter l'école du village, puis dans la grande Genève internationale où j'ai poursuivi mes études jusqu'à l'obtention d'une licence en psychologie.

Je suis entrée au Syndicat de l'Industrie et du Bâtiment (SIB) le 1^{er} octobre 2002, soit 1 mois et 4 jours avant la grande grève du secteur du bâtiment qui a permis d'obtenir une retraite anticipée à 60 ans.



ERIC ROSET

Après avoir assumé la responsabilité du même secteur, j'ai terminé mon parcours au sein du SIB, devenu entretemps UNIA, en tant que responsable du personnel et de la formation, après 12 années de bons et loyaux services.

Je suis aujourd'hui ravie d'intégrer le SSP. Je me réjouis de redécouvrir le syndicalisme de terrain dans un tout autre domaine, les services publics.

En charge du secteur social, il me semble à ce stade que nous devons reconstruire et développer ce secteur sur des questions primordiales telles que le lien indéfectible entre les conditions de travail et les prestations sociales. Les collègues doivent s'unir non seulement pour la valeur de leur métier mais aussi pour leurs conditions sociales.»

Une pétition pour supprimer la classe 4

GENÈVE – Soutenus par les syndicats Sit, Syna, SSP et Unia, des dizaines d'employés d'EMS ont lancé une pétition demandant aux autorités politiques la suppression de la classe 4 de la grille salariale. Une classe qui subsiste pour des centaines de salariés d'EMS, alors qu'elle a été supprimée dans pratiquement tous les services de l'Etat.

La pétition demande aussi le renforcement des effectifs des homes selon les standards de l'initiative «Pour une meilleure prise en charge des personnes âgées en EMS» ainsi que la mise en place du processus de consultation de l'ensemble du personnel des EMS pour aller dans la nouvelle caisse de pension de l'Etat (CPEG) si cette dernière est plus favorable aux employés.

Un rassemblement est prévu devant le Grand Conseil pour le dépôt de la pétition, le 25 juin 2015 à 16 h 30.

D'ici là, signez et faites signer la pétition! A télécharger sur internet: <http://www.sspge.ch/spip.php?article635>

SSP – RÉGION GENÈVE

«Renforcer les groupes de militants»

Jamshid Pournpir, secrétaire syndical remplaçant depuis le 1^{er} juillet 2014, a été confirmé dans son poste.

«J'ai commencé à militer à l'âge de 18 ans, lors de révolution de 1979 en Iran. La gauche iranienne a, par la suite, perdu un combat essentiel face aux réactionnaires qui se sont emparés du pouvoir.

J'ai fini ma formation en lettres et en journalisme à l'université de Fribourg. Après trois missions pour le CICR en Afghanistan et au Rwanda, j'ai entamé une activité de secrétaire syndical qui m'a amené au SSP – Région Genève en juillet 2014. Mes intérêts vont de la défense générale des droits de salariés-e-s à celle des plus faibles: celles et ceux qui sont payés-e-s à l'heure, qui n'ont pas d'autre choix que le travail temporaire, les sans-papiers, etc.

Le SSP est un syndicat militant et très féminisé. La défense du service public se heurte pourtant à son affai-

blissement. Dès lors, le renforcement de l'investissement militant est la première priorité. Tout se décide dans les luttes concrètes sur le terrain. La victoire qui compte, c'est celle qui permet d'améliorer les conditions de vie des salarié-e-s. Dans les rapports de force actuels, la grève devient de plus en plus le seul moyen efficace pour parler à certains patrons: Swissport a compris notre débrayage de trois heures, le 2 février dernier, mieux que trois mois de négociations.

Au SSP, je m'occupe du secteur trafic aérien. Quelques 10 000 salarié-e-s travaillent à l'Aéroport International de Genève. L'aéroport est la propriété du canton mais externalisée de plus en plus ses activités. La privatisation des services publics y a commencé depuis longtemps, avec son cortège de démantèlement et de sous-enchère salariale.

La stabilisation du SSP et son développement sont ma priorité, ainsi que

le renforcement des groupes de militants-e-s capables de mener des luttes réussies.»

PROPOS RECUEILLIS PAR SERVICES PUBLICS



ERIC ROSET

A voir

GENÈVE – **Marche des salopes** – Manifestation féministe contre les violences sexuelles. Samedi 6 juin, 13 h 30, Promenade du Mont-Blanc.

LA CHAUX-DE-FONDS – **Lip 1973... Et la Suisse?** – Exposition revisitant un conflit social majeur des années 70. Du 1^{er} avril au 16 septembre. Musée international d'horlogerie, rue des Musées 29.

LAUSANNE – **Concerts de soutien au refuge St-Laurent** – Samedi 6 juin, 18 h, Place de la Louve.

ST-IMIER – **Journée thématique Rom** – Exposition et projection du film *L'oasis des mendiants* suivie d'une discussion, concerts. Samedi 13 juin, Espace Noir, 29 Francillon.

SUISSE – **Manifestations à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés** – Samedi 20 juin, dans toute la Suisse.